

En Seine-Saint-Denis, uni-es contre les violences policières, le racisme systémique, pour les libertés publiques et l'égalité !

Des Organisations syndicales et des associations appellent à la MARCHÉ UNITAIRE du 23 septembre 2023

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

En première ligne des victimes de ces choix politiques, les habitant·es, et notamment les jeunes de nos quartiers populaires, qui subissent de plein fouet l'aggravation de toutes les inégalités sociales dans un contexte économique d'inflation, de hausse des loyers, des prix de l'énergie et de politiques d'urbanisme brutales. Les réformes de la Macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales. La scandaleuse réforme de l'assurance chômage en est un exemple significatif alors que la précarité au travail augmente. Les pratiques préfectorales contre les étrangers (dématérialisation des procédures, rendez-vous impossibles, délais démesurés, refus de séjour, ...) participent aussi de la violence d'Etat.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que dans ce contexte global. Les habitant·es de ces quartiers, et notamment les mères isolées, pallient bien souvent seules les carences de services publics dont la destruction s'accélère de jour en jour.

A côté de cela, de nombreuses violences sont perpétrées contre les populations : délocalisation et destruction de l'emploi, évasion et fraude fiscale, mode de vie des ultras riches écocide, supers profits des multinationales, modes de production hypers polluants responsables de la crise climatique. Et pour cela, l'État laisse faire ! De plus, les populations racisées et/ ou issues des classes sociales défavorisées, des quartiers populaires, des zones rurales et périurbaines appauvries, des territoires ultramarins sont victimes de violences institutionnelles et systémiques, notamment policières.

La politique répressive de l'État est encore renforcée par le dernier remaniement ministériel, qui a élargi les compétences du ministère de l'Intérieur à la ville, l'Outre-mer et la citoyenneté. La répression s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleur·ses et leurs syndicats. La liberté associative, directement et indirectement, est de plus en plus mise en cause.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Des déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel aux déclarations du Directeur Général de la police nationale et à celle du Préfet de police de Paris ainsi que le Ministre de l'intérieur, c'est l'institution policière qui aujourd'hui remet en cause l'État de droit, plutôt que de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences policières.

La Seine-Saint-Denis sert ainsi trop souvent d'épouvantail aux discours de xénophobie, et de haine de l'extrême-droite. Or, notre territoire est une terre de solidarité, de résistance, de tolérance, de luttes, d'engagement et de talents qui contribuent à façonner les réponses aux défis du monde de demain. Alors que dans le même temps la Seine-Saint-Denis est victime d'une véritable rupture d'égalité républicaine, comme l'a rappelé le rapport parlementaire des députés François Cornut-Gentille et Rodrigue Kokouendo publié en mai 2021.

Aussi, nos Organisations Syndicales, Associations, Collectifs, Comités de quartiers populaires, appelons à participer massivement à la marche qui se déroulera à Paris, pour faire converger les engagements antiracistes, féministes, pour la justice sociale, la bifurcation écologique et pour que cessent les politiques sécuritaires.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave.

Nous ne pouvons accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé·es, victimes des violences policières.

Nous exigeons des réponses immédiates et dans l'urgence :

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux ;
- Le respect des libertés syndicales, du droit de grève, du droit de manifester et de la liberté d'expression.

Bobigny le 19 septembre 2023

Les Organisations syndicales : ●CGT 93, ●FSU 93, ●Solidaire 93

- Les associations :** ●Ligue des Droits de l'Homme 93, ●RESF 93, ●AFASPA Bagnolet, ●AFRICA 93, ●Paille et Grain Bagnolet, ●Vérité et Justice pour Yanis, ●Collectif Stop Violences Policières Saint-Denis, ●Plaine de Femmes ●Les Femmes Djiboutiennes de France, ●Karera Femmes de la Corne d'Afrique Pantin, ●Collectif des Habitants du Franc Moisin Saint-Denis ●Le 93 au cœur de la République